



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

ABAISSMENT DE LA NOTE DE LA FRANCE PAR L'AGENCE FITCH

Question au Gouvernement n° 789

Texte de la question

ABAISSMENT DE LA NOTE DE LA FRANCE PAR L'AGENCE FITCH

Mme la présidente. La parole est à M. Philippe Lottiaux.

M. Philippe Lottiaux. Si les agences de notation sont loin d'avoir toujours raison, il faut néanmoins constater qu'en dégradant la note de la France de AA à AA-, Fitch n'a fait que le triste constat d'une situation catastrophique.

Cette situation, nous n'avons cessé de la dénoncer : 600 milliards d'euros de dettes en plus sous le premier quinquennat Macron et 150 milliards de plus par an ; un déficit record de la balance commerciale ; un niveau de prélèvements obligatoires jamais atteint alors que tous nos services publics se dégradent ; une inflation qui pèse lourdement sur les classes populaires et moyennes.

Surtout, l'agence souligne l'impasse politique, issue du passage au forceps d'une réforme des retraites injuste et injustifiée, source d'un chaos social qui ne peut que nuire à notre économie – ce n'est pas faute de vous avoir prévenus !

Vous êtes pourtant dans le déni de cette réalité, et vous avez indiqué vouloir poursuivre des réformes structurantes. Comment mener quelque réforme que ce soit dans ce contexte ? Comment poursuivre quelque chose qui n'a pas commencé ?

En effet, à part entretenir le chaos social, vous refusez les réformes dont notre pays aurait pourtant besoin pour s'apaiser : taxer les surprofits financiers ; lutter efficacement contre les fraudes ; mettre fin à la submersion migratoire ; sortir du marché européen de l'électricité. Vous demeurez dans le dogme européiste du libre-échange qui ruine nos agriculteurs et freine la réindustrialisation.

M. Erwan Balanant. Vive l'écu !

M. Philippe Lottiaux. Contre l'inflation, vous refusez de réduire la TVA sur l'énergie et de la supprimer sur les produits de première nécessité.

Pour sortir de l'impasse, monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, quand allez-vous écouter les Français et prendre les vraies mesures, d'ailleurs adoptées par d'autres pays, que vous proposent Marine Le Pen et le Rassemblement national ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle

et numérique.

M. Maxime Minot. Et des romans !

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. Monsieur le député Lottiaux, ne faites pas dire à l'agence Fitch ce qu'elle n'a jamais dit. (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe RE.) L'agence Fitch a salué la réforme des retraites comme une pierre indispensable au rétablissement des finances publiques françaises. (Applaudissements sur les bancs du groupe RE.)

M. Patrick Hetzel. Il va nous faire un roman !

M. Bruno Le Maire, ministre . Elle regrette uniquement les blocages et les violences. J'espère que vous regrettez comme nous les blocages et les violences qui ont pu émailler cette réforme des retraites.

Pour le reste, quelle a été notre stratégie en matière de finances publiques ? Avec cette majorité, en 2017 et en 2018, nous avons rétabli l'équilibre des finances publiques. (« *On voit le résultat !* » sur les bancs du groupe RN.)

M. Patrick Hetzel. Vous savez que c'est faux !

M. Bruno Le Maire, ministre . La bonne gestion des finances publiques fait partie de l'ADN de cette majorité.

M. Pierre Cordier. Nous ne vivons vraiment pas sur la même planète !

M. Bruno Le Maire, ministre . Nous avons eu ensuite à faire face à trois crises durant lesquelles vous n'avez cessé vous-mêmes de réclamer, à juste titre, des mesures pour protéger nos compatriotes : crise des gilets jaunes ; crise du covid-19 dont je rappelle qu'elle a été la crise économique la plus grave que la France ait eu à affronter depuis 1929 ; crise de l'inflation se traduisant par une augmentation des prix d'énergie la plus grave depuis le choc pétrolier de 1973.

Mme Danielle Brulebois. Eh oui !

Mme Nathalie Oziol. Vous n'avez pas négocié avec les énergéticiens ? Vous ne servez donc à rien !

M. Bruno Le Maire, ministre . Eh bien, monsieur le député Lottiaux, face à ces crises, nous avons fait le choix de protéger massivement nos compatriotes, nos usines, nos entreprises, notre industrie et nos emplois, ce dont nous sommes fiers. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe RE. - M. Vincent Bru applaudit également.)

Mme Nathalie Oziol. On voit comment !

M. Bruno Le Maire, ministre . Qu'auriez-vous souhaité ? Que nous laissions fermer les usines et exploser le chômage dans notre pays ? Nous avons fait le choix de la protection.

Maintenant, nous revenons à la normale. Dans les quatre années à venir, nous allons rétablir les finances publiques françaises avec fermeté,...

M. Sébastien Chenu. Ah !

M. Bruno Le Maire, ministre. ...rigueur et détermination.

M. Pierre Cordier. Ça fait six ans que vous êtes au pouvoir !

M. Bruno Le Maire, ministre . Dans les deux ans, nous allons sortir du bouclier sur le gaz, puis du bouclier sur l'électricité. Nous avons engagé, sous l'autorité de la Première ministre,...

M. Sébastien Chenu. Quelle autorité !

M. Bruno Le Maire, ministreune revue des dépenses publiques, afin de réduire toutes les dépenses lorsqu'elles sont inutiles et inefficaces pour nos compatriotes. Grâce à cette méthode, nous réduirons notre déficit public à moins de 3 % du PIB en 2027. Nous aurons alors abaissé la dette et rétabli nos finances publiques. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.)*

M. Julien Odoul. Incapables !

Mme la présidente. La parole est à M. Philippe Lottiaux.

M. Philippe Lottiaux. Monsieur le ministre, j'ai un peu l'impression que vous créez parfois les crises que vous venez ensuite éteindre. Malgré cette réponse, que je ne qualifierai pas dilatoire, les Français constatent qu'il n'existe qu'une différence entre votre gouvernement et le Titanic : il y avait au moins un orchestre sur le *Titanic* alors que vous n'avez que des casseroles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RN.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Lottiaux](#)

Circonscription : Var (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 789

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 mai 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 3 mai 2023